



Préambule au CE Siège du 11 janvier 2018

La CGT formule plusieurs vœux...

... Que la direction prenne conscience de la dégradation des conditions de travail et de l'emploi induite par la chasse obsessionnelle aux ETP dans toutes les entités du Siège. Départs non remplacés, CDD et intermittents renvoyés en masse à Pôle emploi, avec les drames humains que cela provoque. Dans le même temps, des secteurs d'avenir entiers comme France Télévisions Numérique sont de plus en plus confiés à des intérimaires ou des prestataires extérieurs, précaires et sous payés.

... Que la direction entende que partout on manque de personnel pour accomplir les tâches quotidiennes. Comme par exemple, sur les plateaux de MFTV, où il manque 7 ou 8 OPV, au Télé Matin qui ne pourra pas être réalisé dans les conditions prévues, dans les services administratifs, à la paye, à la RH, qui sont exsangues, à France info qui se débat avec ses sous effectifs, dans les rédactions où des reportages sont annulés, à l'EVT, où il ne reste que 3 salariés sur 9, et pour compenser, on multiplie les heures supplémentaires...etc.

... Que la direction comprenne enfin l'importance de maintenir une offre d'information spécifique à chacune de nos chaînes. C'est un gage de pluralisme. Que la direction cesse de dézinguer les communautés de travail, les collectifs rédactionnels, gage de cette identité éditoriale, si nécessaire au débat démocratique, à l'excellence de notre information, seule véritable parade aux fake news et au complotisme ambiants.

... Que le recours prioritaire à nos moyens internes devienne une réalité pour l'approvisionnement de l'ensemble de nos antennes, dans tous les genres de programmes et pour tous les supports. Que la réforme des moyens de fabrication en cours dans l'entreprise soit guidée par cette orientation majeure que nous inspire le modèle de la BBC qui tire, rappelons le, 28% de ses ressources des programmes dont elle détient les droits et qu'elle fabrique avec ses propres moyens.

... Qu'au moment où les funestes Ordonnances Macron, revisitant la totalité de nos instances sociales, commencent à s'appliquer, le fait syndical soit reconnu, protégé, valorisé dans notre entreprise. On a bien vu en décembre dernier combien une approche strictement catégorielle d'une problématique d'ensemble pou-

vait fausser les débats. Alors il faut que la direction l'entende et cesse de maltraiter les élus et mandatés et de considérer le fait syndical comme une calamité.

... Que les salarié-e-s du secteur administratif soient reconnus pour la valeur qu'ils apportent à l'entreprise. Nous voulons dénoncer ici la scandaleuse déclaration de M.Gattolin, sénateur d'En marche, sur Europe 1 fin décembre. Selon lui, *"Le problème à France Télévisions, ce n'est pas qu'il y a trop de journalistes ou trop de créations (...) c'est qu'il y a trop de fonctions supports, ce qu'on appelle les gens qui font autre chose que de la production."* Allant jusqu'à comparer, les 425 salariés RH de FTV avec les 150 à la RATP, ce qui n'a aucun sens... La CGT s'insurge contre cet affront fait aux salarié-e-s des ressources humaines, comme à celles et ceux de la finance, des moyens généraux, de la communication, du marketing, de la technique, etc. sans lesquels rien ne serait possible.

... Que l'état actionnaire arrête de nous infliger ses coupes budgétaires, 50 M€ en 2018 rien que pour FTV, en plus d'une amputation de 180 postes déjà actée par Delphine Ernotte, et ses projets de mariage forcé avec d'autres entités. Que le président de la république, sa ministre, ses députés et sénateurs, les producteurs privés, une certaine presse, arrêtent de nous seriner le refrain à la mode sur les effectifs pléthoriques de FTV et le mammoth qu'il faudrait dégraisser...

C'est d'ailleurs pour ces raisons que les salariés du Siège de FTV sont invités à aller manifester lundi prochain à 10 H Place du Palais Royal à l'appel de la Fédération du Spectacle CGT. Une façon pour les professionnels du secteur de faire entendre à la ministre, à l'occasion du Conseil National des Professions du Spectacle (CNPS) ce qu'ils pensent de la politique qu'elle met en œuvre pour l'audiovisuel public...

Paris, le 11 janvier 2018